



PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

WK Service Eau, Environnement et Forêt

ARRETE PREFECTORAL
portant prescriptions spécifiques à déclaration
au titre des articles
L.214-3 et L.214-6 du code de l'environnement
concernant

les plans d'eau "Pré Bernard 1 & 2"

COMMUNE DE FERNOEL

Dossiers n° 63-2016-00364 et 63-2016-00365

La Préfète du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code Rural et de la Pêche maritime ;

VU l'arrêté du 7 octobre 2013 établissant la liste des cours d'eau mentionné au 1° du I de l'article L.214-17 du code de l'environnement sur le bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté du 4 novembre 2008 relatif aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture et relatif à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies ;

VU l'arrêté du 29 février 2008 fixant les prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne ;

VU le dossier de demande de régularisation des plans d'eau, déposé au titre de l'article L.214-6 du code de l'environnement, reçu le 21 septembre 2016, présenté par Madame THOMAS Suzanne, enregistré sous les n°s 63-2016-00364 et 63-2016-00365, relatifs aux plans d'eau de "Pré Bernard 1" et "Pré Bernard 2", situés sur la commune de Fernoël ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur,
- localisation du projet,
- présentation et principales caractéristiques du projet,
- rubriques de la nomenclature concernées,
- document d'incidences,
- moyens de surveillance et d'intervention,
- éléments graphiques ;

VU l'avis de la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique en application de l'article R.214-34 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'avis du déclarant concernant les prescriptions spécifiques a été sollicité par courrier du 27 janvier 2017 ;

CONSIDERANT que le déclarant n'a pas émis d'avis dans le délai d'un mois imparti ;

CONSIDERANT que le premier plan d'eau situé en amont est alimenté sans dérivation par une source, ne formant pas un cours d'eau amont ;

CONSIDERANT que le second plan d'eau est situé à l'aval immédiat du premier ;

CONSIDERANT que les deux plans d'eau, du fait de leur situation sur source et à condition d'y installer des grilles, peuvent être exploités en tant que pisciculture ;

CONSIDERANT que, lors de la vidange, les eaux de vidange du second plan d'eau s'écoulent directement dans un ruisseau sans nom, affluent du ruisseau de "Chaize" sous-affluent du ruisseau de "La Ramade", de première catégorie piscicole ; qu'en conséquence, les vidanges sont interdites dans la période allant du 1^{er} décembre au 31 mars inclus de chaque année ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre des prescriptions spécifiques pour les vidanges, dans le but d'assurer la préservation du milieu aquatique aval ;

CONSIDERANT que des vidanges régulières sont nécessaires afin de limiter le développement des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques dans les eaux ;

CONSIDERANT que lors des vidanges, le rejet n'est pas dilué par l'arrivée d'eau claire puisque le cours d'eau n'est pas en dérivation ; qu'en conséquence la valeur en dioxygène dissous du rejet doit être supérieure à 6 mg/l et la valeur en ammonium dissous (NH₄⁺) du rejet doit être inférieure à 1 mg/l pour assurer la préservation du milieu aquatique en aval ;

CONSIDERANT qu'au titre de la sécurité des barrages, ces derniers doivent être équipés d'un déversoir de crue, dimensionné pour une crue centennale ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau, selon les dispositions de l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires du PUY-DE-DOME ;

ARRETE

Titre I : Objet de la déclaration

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à Madame THOMAS Suzanne de sa déclaration en date du 18/09/2016 en application de l'article L.214-6 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant les plans d'eau de "Pré Bernard 1" et "Pré Bernard 2" sur la commune de Fernoël.

L'activité de pisciculture liée à ces plans d'eau rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par cette activité est la suivante :

Rubriques	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondants
3.2.7.0.	Piscicultures d'eau douce mentionnées à l'article L.431-6 (D)	Déclaration	Arrêté du 1 ^{er} avril 2008

De plus, au titre de l'article L.214-6 du code de l'environnement, le plan d'eau est reconnu déclaré au titre des rubriques suivantes de l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubriques	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha et inférieure à 3 ha (D)	Déclaration	Arrêté du 27/08/1999 : dispositions non applicables à ce plan d'eau existant et en règle avant publication dudit arrêté

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les plans d'eau ont les caractéristiques suivantes :

Pré Bernard 1

<p>LOCALISATION</p> <p>Commune de Fernoël Lieu-dit : "Pré Bernard" Section OC - parcelles n° 277 et 280 Coordonnées (Lambert 93) (au centre du plan d'eau) X= 655 454 ; Y = 6 523 316</p>	<p>BARRAGE DE RETENUE DU PLAN D'EAU</p> <p>Type : barrage poids en terre Hauteur maximale : 3 m 50 Largeur en crête : 4 m Longueur : 65 m</p> <p>Ouvrage de trop-plein permanent : cadre maçonné équipé d'une grille, assurant le débit courant et le débit de crue, suivi d'un tuyau PVC Ø 200 mm, arrivant directement dans la pêcherie</p> <p>Ouvrage de vidange : tuyau de fond en PVC Ø 200 mm, traversant le barrage, arrivant dans la pêcherie et obturé par une vanne</p> <p>Ouvrage de crue : inexistant (à créer)</p>
<p>VOCATION DU PLAN D'EAU</p> <p>pisciculture extensive en vue de la pêche de loisir</p>	<p>RETENUE</p> <p>Type d'alimentation : sur source et eaux de ruissellement Profondeur d'eau moyenne : 1 m 50 Volume approximatif : 10.000 m³ Surface au miroir : 6.500 m² (0,65 ha) Vanne de fond servant à la vidange du plan d'eau</p>

Pré Bernard 2

<p>LOCALISATION</p> <p>Commune de Fernoël Lieu-dit : "Pré Bernard" Section OC - parcelle n° 276 Coordonnées (Lambert 93) (au centre du plan d'eau) X= 655 357 ; Y = 6 523 353</p>	<p>BARRAGE DE RETENUE DU PLAN D'EAU</p> <p>Type : barrage poids en terre Hauteur maximale : 3 m 80 Largeur en crête : 3 m 70 Longueur : 30 m</p> <p>Ouvrage de trop-plein permanent : Cadre maçonné équipé d'une grille, assurant le débit courant et le débit de crue, suivi de 2 tuyaux PVC Ø 200 mm, arrivant directement dans la pêcherie. L'eau s'évacue ensuite par un tuyau béton Ø 400 mm passant sous la voirie pour rejoindre le ruisseau</p> <p>Ouvrage de vidange : Tuyau de fond en PVC Ø 200 mm, traversant le barrage, arrivant dans la pêcherie et obturé par une vanne</p> <p>Ouvrage de crue : Inexistant (à créer)</p>
<p>VOCATION DU PLAN D'EAU</p> <p>pisciculture extensive en vue de la pêche de loisir</p>	<p>RETENUE</p> <p>Type d'alimentation : plan d'eau amont "Pré Bernard 1" Profondeur d'eau moyenne : 1 m 80 Volume approximatif : 2.600 m³ Surface au miroir : 1.370 m² Vanne de fond servant à la vidange du plan d'eau</p>

Titre II: Prescriptions techniques

Article 3 : Prescriptions générales

Le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Article 4 : Prescriptions spécifiques relatives au plan d'eau

Ces prescriptions complètent les prescriptions générales visées à l'article 3.

4.1. Alimentation des plans d'eau hormis phase de remplissage

Le plan d'eau amont est alimenté sur source (ancienne zone humide).

Le plan d'eau aval est alimenté en cascade par le plan d'eau amont.

4.2. Rejet des trop pleins hormis phase de vidange

Au plus tard **avant fin 2019**, les ouvrages de trop-plein permanent doivent être modifiés pour ne plus assurer la double fonction de trop-plein et de déversoir de crue.

La cote normale des eaux est fixée 15 cm au moins sous le radier de l'évacuateur de crue.

4.3. Rejet par les évacuateurs de crue

Au plus tard avant fin 2019, des évacuateurs de crue seront construits, type passage à gué ou à ciel ouvert, et dimensionnés pour une crue centennale. Le dimensionnement et le suivi des travaux de ces ouvrages sont assurés par un bureau d'étude.

Le radier de l'évacuateur de crue est calé 40 cm environ sous la crête du barrage de retenue.

Pour la crue centennale, la cote des plus hautes eaux est fixée 20 cm au moins sous la crête du barrage de retenue.

Toute évacuation d'eau par les déversoirs de crue est interdite hors épisode de crue. **Aucune grille ne doit être installée sur ces ouvrages.**

4.4. Vidange

Lors des opérations de vidange, les eaux des plans d'eau s'évacuent par le tuyau de fond arrivant directement dans la pêcherie pour le plan d'eau amont, et pour le plan d'eau aval dans le ruisseau sans nom, qui rejoint en aval le ruisseau de "Chaize", affluent de "La Ramade", de première catégorie piscicole.

Généralités :

Les opérations de vidanges sont régulièrement surveillées de manière à garantir la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Tout incident sera immédiatement déclaré à l'administration. La vitesse de descente du plan d'eau aval sera limitée voire annulée momentanément si nécessaire, pour éviter l'entraînement de sédiments en aval du plan d'eau.

La vidange du plan d'eau est interdite pendant la période du 1^{er} décembre au 31 mars.

Le service en charge de la police de l'eau (Fax : 04.73.42.16.70), l'Agence Française de Biodiversité et la Fédération Départementale de la Pêche et de Protection du Milieu Aquatique sont informés au moins quinze jours (**15 j**) à l'avance de la date du début de la vidange et du début de la remise en eau.

Durant la vidange, les eaux rejetées dans le cours d'eau ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes en moyenne sur deux heures :

- matières en suspension (MES) : 1 gramme par litre ;
- ammonium (NH₄⁺) : 1 milligrammes par litre.

De plus, la teneur en oxygène dissous (O₂) ne doit pas être inférieure à 6 milligrammes par litre

La qualité des eaux rejetées est mesurée en aval, juste avant le rejet dans le cours d'eau.

A aucun moment, les eaux des plans d'eau et les eaux restituées ne doivent nuire à la vie du poisson, ni à sa reproduction, ni à sa valeur alimentaire conformément à l'article L.432-2 du Code de l'Environnement.

Le débit de vidange est adapté afin de ne pas porter préjudice aux propriétés et ouvrages publics situés à l'aval, ainsi que pour éviter les départs de sédiments.

Des dispositifs limitant les départs de sédiments (filtres à pouzzolane ou bottes de pailles, ...) sont mis en place lors de la vidange afin d'assurer la qualité minimale des eaux fixée ci-avant. Les dispositifs limitant le départ de sédiments sont correctement dimensionnés pour être efficaces et assurer ainsi la qualité minimale des eaux fixées ci-avant. Après la vidange, les vases et sédiments piégés dans un bassin de décantation et/ou au droit des bottes de paille ou gabions de pouzzolane, sont écartés sur le ou les terrains du propriétaire ou évacués, mais en aucune manière laissés dans le lit du cours d'eau.

Le remplissage est progressif de façon à maintenir dans le cours d'eau, juste à l'aval du second plan d'eau, un **débit minimal de 1 l/s** permettant la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivantes dans les eaux.

La configuration du rejet des eaux de l'étang permet à tout moment d'effectuer, à l'aide d'un seau, la mesure du débit minimal à assurer à l'aval dans le cours d'eau durant le remplissage.

Le système de vidange reste donc partiellement ouvert durant ce remplissage.

Particularités :

La fréquence de vidange des plans d'eau est à adapter au regard de leurs incidences sur le milieu et de leurs degrés d'envasement.

La durée de vidange est au minimum de 7 jours pour le plan d'eau amont. Le débit de vidange est à moduler en fonction du débit entrant.

Lors de la vidange, le poisson présent dans le plan d'eau est récupéré dans les pêcheries respectives, aménagée à cet effet, avec des grilles d'espacement maximal entre les barreaux de 10 mm. Les espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques ou dont l'introduction est interdite sont détruites.

Une mise en assec, permettant une minéralisation suffisante des vases, est imposée avant la remise en eau des plans d'eau.

Si le permissionnaire souhaite réaliser un curage du fond de ses plans d'eau, les vases et sédiments extraits sont écartés sur son terrain, et en aucune manière dans le lit du cours d'eau, où à défaut, après une étude préalable à l'épandage si ceux-ci sont écartés sur des terres agricoles n'appartenant pas au propriétaire.

4.5. Circulation piscicole

Des grilles inamovibles d'espacement maximal de 10 mm entre les barreaux sont installées, à compter de la notification de l'arrêté, sur le trop-plein permanent avant la restitution au cours d'eau, rendant impossible la circulation du poisson entre le plan d'eau aval et le cours d'eau. La hauteur de la grille est de 15 cm à minima.

Le nettoyage fréquent de ces grilles est nécessaire.

4.6. Autres dispositions piscicoles et sanitaires

Les moyens de transports et matériels de pêche sont nettoyés et désinfectés après chaque utilisation.

Conformément à l'article L.432-10 du Code de l'Environnement, il est interdit d'introduire dans ces plans d'eau :

- Toute espèce susceptible de provoquer des déséquilibres biologiques dans les eaux, et dont la liste est fixée à l'article R.432-5 du code de l'environnement. En particulier, sont interdits poisson-chat, perche soleil, écrevisse californienne...,
- Les poissons et espèces non représentés dans les cours d'eau français (esturgeons, carpes chinoises,...) et ne figurant pas sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 1985,
- Les poissons des espèces suivantes : brochet, perche, sandre et black-bass.

Sans préjudice de la réglementation relative aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture et relative à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies, l'introduction de poissons, d'alevins ou d'œufs provenant d'établissements de pisciculture ou d'aquaculture non agréés est interdite.

En cas de suspicion d'infection d'animaux aquatiques, le propriétaire alertera sans délai le Préfet (Direction Départementale de la Protection des Populations) aux fins de prendre toutes mesures utiles.

Article 5 : Prescriptions spécifiques relatives au barrage

Les parements amont et aval et le couronnement doivent être exempts de broussailles et d'arbres.

Article 6 : Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'Administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III : Dispositions générales

Article 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations objet du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 8 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 10 : Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Fernoël, où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, et pour information à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Dordogne.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État de la préfecture du Puy-de-Dôme durant une période d'au moins six mois.

Article 11 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant à compter de sa notification et dans un délai de quatre mois par les tiers dans les conditions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement à compter de sa publication.

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de Justice Administrative.

Article 12 : Exécution

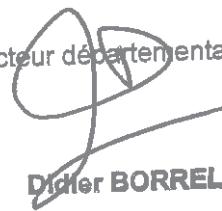
La secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme,
Le maire de la commune de Fernoël,
Le directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme,
Le directeur départemental de la protection des populations du Puy-de-Dôme,
Le chef du service départemental de l'Agence Française de Biodiversité,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée au Président de la Fédération Départementale de la Pêche et de la Protection du Milieu Aquatique.

Fait à Clermont-Ferrand, le 10 mars 2017

Pour la préfète et par délégation
Le directeur départemental des territoires

le Directeur départemental adjoint,



Didier BORREL

PJ : 1 arrêté de prescriptions générales